

EC02 (Mondialisation de l'économie) Final (2h)

Documents distribués :

L. Jorio, texte reproduit par P. Cahez, « Une poignée de firmes contrôle l'économie mondiale », mediapart.fr
O. Passet, « Taxer les GAFA, c'est possible et impératif ! », xerfi et latribune.fr.

En utilisant vos connaissances et en vous appuyant sur le document joint, vous apporterez une réponse argumentée aux questions ci-dessous.

Attention, prenez du recul : il ne s'agit pas de recopier le texte mais de reformuler les idées à l'aide de vos propres mots (pas de paraphrase). Cette capacité à prendre du recul sera évaluée.

- 1) Que révèle l'étude des chercheurs de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich publiée en 2017 ? Quels sont, selon les auteurs, les avantages de cette situation pour les intéressés et pour ceux qui subissent la situation ? Et selon vous ? (/4)
- 2) Selon les auteurs, quels sont les inconvénients de la situation que l'étude révèle ? Plus généralement pourquoi la puissance grandissante des firmes multinationales pose-t-elle problème, selon vous ? (/4)
- 3) Quelle est l'origine de cette situation et quels sont les moyens pour mieux encadrer le pouvoir des firmes multinationales, selon les auteurs de l'étude ? (/3)
- 4) Que préconiseriez-vous d'autres pour limiter le pouvoir des firmes multinationales. (/3)
- 5) Concernant spécifiquement les géants du numérique (GAFA), quel est actuellement le principal litige entre ces firmes multinationales d'une part et d'autre part, les Etats et la société civile ? Montrez la multidimensionnalité du problème. (/3)
- 6) Les mesures envisagées par les Etats pour encadrer l'activité des GAFA vous semblent-elles pertinentes ? Justifiez (/3)

Soignez l'orthographe et la présentation.

Questions subsidiaires (bonus) :

- Quel est l'événement que va bouleverser l'économie du continent européen dans les prochains mois et qui risque d'avoir des répercussions mondiales ?
- Qu'est-ce que le CETA (ou AEGC) ?

Une poignée de firmes contrôle l'économie mondiale

- 28 sept. 2017 – Mediapart
- Par Patrick Cahéz
- Blog : L'Europe sociale des droits de l'Homme

147 multinationales contrôleraient pratiquement l'économie globale. C'est du moins la conclusion d'une étude suisse unique en son genre. Pour mettre un frein aux dérives de la concentration du pouvoir, de nouvelles institutions supranationales sont nécessaires, plaide l'économiste Mauro Baranzini. Par Luigi Lorio (*cahez@cahez.ch*)

Les chercheurs de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) ont disséqué le réseau des connexions reliant les sociétés actives au niveau planétaire. Ces théoriciens spécialisés en systèmes complexes estiment qu'un groupe extrêmement restreint de sociétés contrôle environ 40% du chiffre d'affaires de plus de 40'000 entreprises actives sur les cinq continents.

Les trois quarts des 147 multinationales qui forment cette «super entité» sont des banques, indiquent les auteurs de l'étude, la première qui parvient à identifier le réseau du pouvoir par des données empiriques. Les instituts financiers suisses UBS et Credit Suisse figurent parmi les multinationales les plus connectées.

«Une grande multinationale peut avoir plus de pouvoir que le président d'un petit ou d'un moyen pays», remarque Mauro Baranzini, ex-doyen de la Faculté d'économie de l'Université de la Suisse italienne.

Interview.

swissinfo.ch : Cette concentration du pouvoir est-elle négative en soi ou peut-elle au contraire avoir des côtés positifs ?

Mauro Baranzini : Il y a certainement des avantages. Ainsi, le prix des produits et des services est inférieur à ce qu'il serait dans un système plus éclaté. La concentration du pouvoir comporte cependant des dangers.

swissinfo.ch : Lesquels ?

M. B. : Avant tout, il nous met à la merci de quelques personnes seulement. Par le biais des lobbies dans les parlements et grâce à l'influence directe sur ceux qui gouvernent, ces personnes peuvent exercer un pouvoir sur le monde politique et, partant, sur les processus démocratiques.

De plus, en cas de choc, comme lors de la crise financière de 2008, le système peut se révéler plutôt faible. Et le fait de concentrer le pouvoir entre en contradiction avec le concept de libre-marché, qui présuppose l'existence d'un grand nombre de producteurs, de distributeurs et d'acheteurs.

swissinfo.ch : UBS et Credit Suisse font partie de cette «super entité» identifiée par l'étude de l'EPFZ. Le fait de se trouver au centre d'un réseau serré consolide-t-il ou déstabilise-t-il les deux banques suisses ?

M. B. : Il les consolide, puisque les interconnexions permettent à d'autres centres du pouvoir d'interagir avec deux entreprises très importantes. Ceci est donc plus que positif pour les deux instituts helvétiques. Mais c'est vrai qu'un peu plus d'éthique ne ferait pas de mal...

swissinfo.ch : L'étude indique qu'il n'y a pas forcément un accord secret entre les sociétés à l'origine de la concentration du pouvoir. Personnellement, qu'en pensez-vous ?

M. B. : Je ne crois pas à un complot. Il s'agit plutôt du résultat d'une évolution naturelle qui a vu le secteur financier grandir à démesure. La finance a pris le dessus, s'est détachée de la production réelle, c'est-à-dire de ce qui crée effectivement des revenus et de la richesse. Soit de l'agriculture, de l'industrie et des services primordiaux.

swissinfo.ch : Dans quels secteurs sommes-nous confrontés à ce phénomène de concentration du pouvoir ?

M. B. : Je pense notamment à la production automobile : avant, il existait quatre entreprises principales, aujourd'hui il n'en reste que deux. En Suisse, nous sommes confrontés au cas des aciéries. Il y en avait quatre ou cinq dans les années septante, il n'y en a même plus une actuellement. Le travail s'est déplacé ailleurs, probablement entre les mains d'un seul gros producteur.

Le phénomène de la concentration se retrouve aussi dans le domaine de la culture et de l'enseignement. Prenons par exemple les Prix Nobel d'économie, qui sont toujours remis à des personnes issues des plus grandes écoles ou à une poignée de nations élues. Les représentants des courants minoritaires sont laissés de côté. Ceux qui ont des idées vraiment originales et révolutionnaires sont ignorés, ce qui freine l'évolution du savoir humain.

Même discours pour les livres d'enseignement. Les universités européennes, américaines ou japonaises, par exemple, ne disposent que de deux ou trois ouvrages d'économie, plus ou moins satisfaisants, qui sont imposés indifféremment à tous les étudiants.

swissinfo.ch : Il faudrait donc limiter le nombre de connexions parmi les milieux économiques ?

M. B. : Impossible de les limiter, tout au moins aussi longtemps que les multinationales opèrent à un niveau où il n'existe aucune institution sérieuse en mesure de limiter le pouvoir à outrance. Nous devrions toutefois le contrôler davantage.

swissinfo.ch : Et comment ?

M. B. : Il faudrait un nouveau Bretton Woods qui garantisse plus de stabilité. Nous aurions aussi besoin de plus de règles, ou bien d'un genre de «l'axe Tobin» du nom du Prix Nobel américain qui avait proposé de taxer les transactions spéculatives. Nous devrions aussi mettre en place davantage de contrôles sur les mouvements à but spéculatif, par exemple dans le domaine des matières premières, énergétiques ou alimentaires.

Pour contrer les habitudes de monopole et de restriction, il serait utile de créer un genre de tribunal semblable à la Cour pénale internationale. Les commissions anti-trust, par exemple, opèrent seulement à un niveau national et ne peuvent pas s'opposer aux processus de concentration internationale.

Notre histoire est marquée par des groupes qui, à un moment donné, deviennent extrêmement puissants. Je crois que notre société dispose des antivirus pour les neutraliser. Nous verrons si cela marchera pour les multinationales.

Traduction de l'italien : Gemma d'Urso, swissinfo.ch

Taxer les GAFA, c'est possible et impératif !

Par Olivier Passet, Xerfi | 03/10/2017, 10:04 | 788 mots

(La Tribune publie chaque jour des extraits issus des analyses diffusées sur Xerfi Canal. Aujourd'hui : taxer les GAFA, c'est possible et impératif !)

Les pays développés semblent enfin prendre à bras le corps le problème d'évasion fiscale des GAFA. Derrière le sigle, il y a quatre géants du numérique, Google, Amazon, Facebook et Apple. Quatre entreprises aux modèles d'affaires et aux stratégies fiscales elles-mêmes très différentes.

Les stratégies d'évitement de l'impôt ne sont pas propres au numérique. Mais disons qu'avec ces entreprises on atteint la quintessence de ce que l'on sait faire en matière d'optimisation fiscale, le caractère immatériel de ces activités libérant plus de marge de manœuvre pour éviter la fiscalité d'un territoire.

Des fuites fiscales à tous les niveaux

Les fuites face à l'impôt se présentent à tous les niveaux. Il y a d'abord le choix du lieu de facturation qui permet de localiser les revenus là où la fiscalité est arrangeante, soit du fait de la loi, soit du fait d'accords plus occultes (les fameux tax rulings). C'est le cas de Google, Apple et Facebook en Irlande, ou de Microsoft, Airbnb et Amazon au Luxembourg. Pourquoi est-ce plus facile que dans d'autres activités ? Parce que le critère usuel de localisation du chiffre d'affaires autour d'un établissement stable, c'est à dire la présence d'hommes et de machines sur le territoire, n'est pas opérant pour ses activités.

A cela s'ajoutent les techniques d'optimisation fiscale habituelles, à partir des prix de transfert. Dans ce cas ce sont les droits de propriété (marque, licences etc.) dont le prix est fixé de façon plus ou moins arbitraire, qui permettent de déplacer les coûts et donc le profit là où on le souhaite. Et c'est souvent la combinaison des deux techniques (facturation et prix de transfert) qui permet d'optimiser au mieux. Cela n'est pas, cependant, l'appropriation des géants du Net comme le montre l'exemple médiatisé de Starbucks.

Mais les fuites ne s'arrêtent pas là. La déformalisation des flux étend encore les marges de manœuvre. La possibilité de fournir des prestations sans présence physique sur le territoire, qui permet d'aller chercher les meilleures localisations pour minimiser la fiscalité sur le travail, est une dimension irréductible. Aucune loi ne peut la contrecarrer. L'exploitation gratuite des données personnelles - leur principale matière première et source de profit -, tous les flux gratuits et très peu traçables que génèrent les plateformes, les loyers Airbnb inégalement déclarés, le travail ubérisé, lui aussi inégalement déclaré, et enfin tout le travail en coproduction du consommateur, gratuit, toutes ces phases intermédiaires échappent elles aussi à l'impôt.

La focalisation sur l'impôt sur les sociétés est par conséquent réductrice

Bref, à tous les niveaux (TVA, prélèvements sur le travail, impôts sur la production et impôts sur le capital), il y a de la déperdition. La focalisation sur l'IS est donc très réductrice.

Face à cela, deux initiatives sont en présence :

1/ Celle de la commission européenne, qui prône un abord large du sujet en l'insérant dans le débat de l'uniformisation de la base de l'IS au plan européen. Elle relance le sujet de l'assiette commune et consolidée d'impôt sur les sociétés en Europe, pour « rattraper » fiscalement les « Gafa », mais pas seulement les GAFA. L'idée c'est de taxer l'ensemble des profits agréés au plan européen (ce qui enlève la tentation d'optimiser) et de ventiler cet agrégat en fonction non plus de la seule présence physique d'une entreprise (bureau, usine, entrepôts, etc.), mais aussi à sa « présence digitale ». Le problème de cette approche, c'est que l'on ne s'attaque qu'à l'IS et que le sort des GAFA est lié à l'unanimité des Etats européens... Ce qui risque de leur laisser quelques années de répit.

2/ La seconde initiative rallie la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, autour d'une taxe dite d'égalisation. Il s'agit d'une taxe sur le chiffre d'affaires réalisé sur le territoire. Les technocrates bruxellois pinaillent déjà : trop sommaire, faussement simple car il faudra des critères pour définir une entreprise numérique, risque de double imposition, etc.

Mais on l'a vu, la déperdition fiscale est telle et prend tellement de formes que l'on peut se demander si le raffinement sied au problème. Et à ce stade, on aurait plutôt envie de suggérer à Bruxelles : « Taxe les GAFA. Si tu ne sais pas pourquoi, eux le savent ».